

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Handelingen

Annales

INTEGRAAL VERSLAG
VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE

COMPTE RENDU INTÉGRAL
DE LA RÉUNION PUBLIQUE DE LA

COMMISSIE VOOR HET **B**EDRIJFSLEVEN,
HET **W**ETENSCHAPSBELEID,
HET **O**NDERWIJS,
DE **N**ATIONALE WETENSCHAPPELIJKE
EN CULTURELE INSTELLINGEN,
DE **M**IDDENSTAND
EN DE **L**ANDBOUW

COMMISSION DE L'**E**CONOMIE,
DE LA **P**OLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'**E**DUCTION,
DES **I**NSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES **C**LASSES MOYENNES
ET DE L'**A**GRICULTURE

VAN

DU

25-01-2000

25-01-2000

AGALEV-ECOLO	:	Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
CVP	:	Christelijke Volkspartij
FN	:	Front National
PRL FDF MCC	:	Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone - Mouvement des Citoyens pour le Changement
PS	:	Parti socialiste
PSC	:	Parti social chrétien
SP	:	Socialistische Partij
VLAAMS BLOK	:	Vlaams Blok
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten
VU&ID	:	Volksunie&ID21

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000 : Parlementair Document van de 50e zittingsperiode +
het nummer en het volgnummer
QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden
HA : Handelingen (Integraal Verslag)
BV : Beknopt Verslag
PLEN : Plenumvergadering
COM : Commissievergadering

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000 : Document parlementaire de la 50e
législature, suivi du n° et du n° consécutif
QRVA : Questions et Réponses écrites
HA : Annales (Compte Rendu Intégral)
CRA : Compte Rendu Analytique
PLEN : Séance plénière
COM : Réunion de commission

Officiële publicaties uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein 2
1008 Brussel
Tel. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation 2
1008 Bruxelles
Tél. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

Inhoud

Dinsdag 25 januari 2000

COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, HET WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS, DE NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE EN CULTURELE INSTELLINGEN, DE MIDDENSTAND EN DE LANDBOUW - COM 093

Mondelinge vraag van mevrouw Muriel Gerken aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek over "de wet betreffende de collectieve schuldenregeling" (nr. 817)

sprekers : **Muriel Gerken, Rudy Demotte**, minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek

Samengevoegde mondelinge vragen van :

- mevrouw Simonne Creyf aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek over "de waterellende van 26 en 27 december 1999 en de dekking tegen natuurrampen" (nr. 753)

- mevrouw Magda De Meyer aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek over "de rampverzekering" (nr. 868)

sprekers : **Simonne Creyf, Magda De Meyer, Rudy Demotte**, minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek

Samengevoegde mondelinge vragen van :

- de heer Pierre Lano aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek over "de openingsdagen en -uren van het Algemeen Rijksarchief te Brussel en de Provinciale Rijksarchieven" (nr. 814)

- mevrouw Simonne Creyf aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek over "het gebrek aan personeel bij de Rijksarchieven" (nr. 854)

- de heer Roger Bouteca aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek over "het subsidiëren van de Rijksarchieven in ons land" (nr. 858)

sprekers : **Pierre Lano, Simonne Creyf, Roger Bouteca, Rudy Demotte**, minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek

Mondelinge vraag van mevrouw Muriel Gerken aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek over "de volkstelling" (nr. 819)

sprekers : **Muriel Gerken, Rudy Demotte**, minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek

Sommaire

Mardi 25 janvier 2000

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE COM 093

Question orale de Mme Muriel Gerken au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sur "la loi sur le règlement collectif des dettes" (n° 817)

orateurs : **Muriel Gerken, Rudy Demotte**, ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique

Questions orales jointes de :

- Mme Simonne Creyf au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sur "les dommages causés par les inondations des 26 et 27 décembre 1999 et la couverture contre les catastrophes naturelles" (n° 753)

- Mme Magda De Meyer au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sur "l'assurance contre les calamités" (n° 868)

orateurs : **Simonne Creyf, Magda De Meyer, Rudy Demotte**, ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique

Questions orales jointes de :

- M. Pierre Lano au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sur "les jours et heures d'ouverture des Archives générales du Royaume à Bruxelles et sur les Archives provinciales du Royaume" (n° 814)

- Mme Simonne Creyf au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sur "le manque de personnel auprès des Archives générales du Royaume" (n° 854)

- M. Roger Bouteca au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sur "le subventionnement des Archives générales du Royaume" (n° 858)

orateurs : **Pierre Lano, Simonne Creyf, Roger Bouteca, Rudy Demotte**, ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique

Question orale de Mme Muriel Gerken au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sur "le recensement de la population" (n° 819)

orateurs : **Muriel Gerken, Rudy Demotte**, ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS
SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES
NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

RÉUNION PUBLIQUE DU
MARDI 25 JANVIER 2000

COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN,
HET WETENSCHAPSBELEID,
HET ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN CULTURELE
INSTELLINGEN, DE MIDDENSTAND
EN DE LANDBOUW

OPENBARE VERGADERING VAN
DINSDAG 25 JANUARI 2000

De vergadering wordt geopend om 14.39 uur door de heer **Jos Ansoms**, voorzitter.

La réunion est ouverte à 14.39 heures par M. **Jos Ansoms**, président.

Question orale de Mme Muriel Gerkens au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sur "la loi sur le règlement collectif des dettes" (n° 817)

Mondelinge vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek over "de wet betreffende de collectieve schuldenregeling" (nr. 817)

Mme **Muriel Gerkens** (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, le règlement collectif des dettes a été conçu pour aider des personnes à sortir de la spirale du surendettement. Mais, depuis sa mise en application, certains dysfonctionnements ou certains oublis ont été mis en évidence. Un rapport d'évaluation de cette mise en application vous a d'ailleurs été remis.

J'aimerais savoir si vous comptez, suite à cette évaluation, apporter des modifications et éventuellement ouvrir un débat à ce sujet avec le parlement, par exemple au sein de cette commission.

Par ailleurs, j'ai été étonnée de constater que des personnes au chômage, qui avaient été indépendantes, et qui, bien que chômeuses, exerçaient encore une activité indépendante à titre complémentaire avec inscription au registre du commerce, étaient exclues de cette procédure, apparemment uniquement en fonction de leur inscription au registre du commerce. Si cette

activité complémentaire permet à ces personnes d'arrondir leurs fins de mois, elle ne leur permet pas de réaliser des bénéfices importants puisque les revenus sont limités à 128 000 francs par an.

Cette mesure d'exclusion me surprend d'autant plus que certaines catégories d'indépendants, comme les agriculteurs et les horticulteurs, ont accès à cette procédure de règlement collectif des dettes.

J'aimerais donc que vous nous expliquiez à quoi cette exclusion est due. Ne pourrait-on envisager d'étendre cette procédure de règlement collectif de dettes aux personnes dont je viens de parler, à condition bien sûr que cette activité indépendante ne soit pas la cause de leur surendettement ?

Dernière question. Les magistrats peuvent mais ne doivent pas tenir compte des plans de remboursements déjà mis en place avec l'aide d'organismes agréés et le nouveau délai avant "effacement" de la dette ne peut être inférieur à trois ans. N'est-ce pas là une manière de pénaliser ceux et celles qui ont déjà volontairement essayé d'apurer leur passif ? Ne pourrait-on pas rendre obligatoire le fait de tenir compte des efforts des personnes surendettées à partir des premiers versements ?

M. Rudy Demotte, ministre : Monsieur le président, chers collègues, je remercie Mme Gerkens d'avoir posé cette question car elle met en lumière un problème qui me tient également à coeur, à savoir celui du surendettement.

Le suivi de la loi relative au règlement collectif de dettes constitue un élément majeur du travail que j'entends poursuivre dans les prochains mois. Nous aurons ensuite l'occasion d'en débattre plus en profondeur.

Rudy Demotte

Personne n'a jamais nié que l'application concrète de la loi poserait des problèmes, et c'est bien normal vu la complexité de certaines de ses dispositions, que beaucoup d'observateurs ont d'ailleurs qualifiées de révolutionnaires par rapport à notre système juridique traditionnel. Il est donc normal qu'il y ait quelques lacunes et des imprécisions.

Je me réjouis que mon prédécesseur ait confié en son temps à l'Observatoire du crédit et de l'endettement une mission d'évaluation, en collaboration avec Overleg Schuldoverlast. Le rapport n'est pas encore finalisé, toutefois, je m'appuierai sur ses conclusions. S'il est exact que le colloque du 7 décembre dernier y a fait référence, on ne peut attendre ce rapport dans sa forme finale qu'aux environs de la fin février. Je compte m'en inspirer pour rapidement mettre au point quelques améliorations qui seraient jugées indispensables.

Avant de modifier la loi, nous devons disposer d'instruments et ce rapport en sera un important.

Je suis tout disposé à ouvrir un débat au sein de votre commission, mais je vous demande encore trois mois de patience.

J'en viens à vos deux questions concrètes et tout d'abord à la situation d'une personne surendettée, anciennement salariée à titre principal, mais ayant perdu son emploi tout en conservant une activité complémentaire d'indépendant.

Selon la loi, la demande de règlement collectif de dette ne peut être introduite que par une personne physique, peu importe que ses dettes soient privées ou professionnelles, mais à la condition exclusive qu'elle n'ait pas la qualité de commerçant.

Un ancien commerçant est admissible à condition qu'il ait cessé son commerce depuis six mois au moins ou, s'il a été déclaré en faillite, après clôture de cette dernière. La raison est qu'il faut éviter les interférences entre la loi sur les faillites et la loi sur le règlement collectif de dettes. Nous avons débattu de ce point en son temps en commission.

Par ailleurs, l'article 2 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites ne fait aucune distinction selon que l'activité commerciale est exercée à titre principal ou à titre accessoire.

Un salarié ou un chômeur exerçant une activité commerciale à titre complémentaire entre donc dans le champ d'application de la loi sur les faillites. Mais cette situation ne lui est pas nécessairement défavorable. En effet, s'il dispose de peu de biens réalisables, la faillite sera rapidement clôturée et il pourra bénéficier immédiatement d'une remise de dettes si le juge le considère comme excusable.

J'hésiterais certainement à conseiller à cette personne de cesser son activité commerciale accessoire pendant six mois et de demander ensuite un règlement collectif de dettes parce que le juge pourrait considérer dans ce cas qu'elle a organisé son insolvabilité et lui refuser le bénéfice de la procédure.

En ce qui concerne les titulaires de professions libérales et les agriculteurs, ceux-ci ont effectivement accès au règlement collectif de dettes, tout simplement parce qu'ils ne sont pas considérés comme commerçants au sens du Code du commerce. Ils ne peuvent donc pas être déclarés en faillite.

J'en viens à votre dernière question. Faut-il obliger le juge à tenir compte d'un plan amiable conclu antérieurement à la procédure de règlement collectif de dettes, et donc déroger à la durée minimale (trois ans) d'un plan judiciaire avec remise de dettes ?

Mon avis est qu'il ne faut pas obliger le juge, mais simplement l'autoriser à imposer un plan d'une durée réduite - ce qui n'est pas possible pour l'instant - lorsque la personne surendettée a déjà respecté un plan d'apurement avant de demander le bénéfice de la loi. Cette question est évidemment très importante et fera l'objet de nombreuses discussions, mais celles-ci auront lieu lors de l'évaluation du dispositif de la loi.

Mme **Muriel Gerkens** (AGALEV-ECOLO) : J'attends avec impatience le moment où nous pourrions débattre de l'évaluation de cette loi. J'apprécie que cette évaluation se fasse en concertation avec les acteurs concernés.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Samengevoegde mondelinge vragen van :

- mevrouw **Simonne Creyf** aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek over "de waterellende van 26 en 27 december 1999 en de dekking tegen natuurrampen" (nr. 753)

- mevrouw **Magda De Meyer** aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek over "de rampverzekering" (nr. 868)

Questions orales jointes de :

- Mme **Simonne Creyf** au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sur "les dommages causés par les inondations des 26 et 27 décembre 1999 et la couverture contre les catastrophes naturelles" (n° 753)

- Mme **Magda De Meyer** au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sur "l'assurance contre les calamités" (n° 868)

Mevrouw **Simonne Creyf** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, mijn vraag over de waterellende van 26 en 27 december is ingediend op 12 januari. Ondertussen is er al een en ander gebeurd. Zo is er het rapport van het KMI en hebben we de minister van Binnenlandse Zaken in openbare vergadering hierover kunnen ondervragen.

De minister van Binnenlandse Zaken heeft daarbij onder andere naar uw initiatief verwezen. Ik had u trouwens zelf in november 1999 reeds ondervraagd over de stand van zaken rond de dekking tegen natuurrampen en toen hebt u letterlijk gezegd dat het nieuwe gewijzigde ontwerp snel zou worden ingediend. Het gaat inderdaad over een nieuw ontwerp. U hebt toen heel de historiek gegeven van de wijzigingen die u hebt moeten aanbrengen.

Nu zijn we dus twee maanden en een nieuwe overstroming verder. Er is nog geen ontwerp. U zou het wetsontwerp echter op de Ministerraad van vrijdag 21 januari 2000 voorleggen. Is dat inderdaad gebeurd ? Hebt u daar groen licht gekregen ? Wanneer kunnen we dit wetsontwerp dan in het parlement verwachten ?

Mevrouw **Magda De Meyer** (SP) : Ik heb een vraag in dezelfde zin. Na de grote ramp van 1998 was er een algemene consensus om de verzekering tegen natuurrampen in de standaardverzekeringen op te nemen.

Er was toen de hele problematiek van mensen die een beroep moesten doen op het rampenfonds, met alle problemen vandien.

Enerzijds staan de forfaits die daaraan verbonden zijn niet in verhouding tot de reële kosten die deze mensen ondervonden naar aanleiding van een overstromingsramp. Anderzijds is men bij het rampenfonds altijd afhankelijk van nieuwe vaststellingen, omdat niet vaststaat wat een ramp is en wat niet. De onzekerheid daarover bij de mensen is zeer groot.

Ondertussen zijn we inderdaad, zoals mevrouw Creyf zei, een overstroming verder. De nood aan een dergelijke verzekering is dus duidelijk. Ik had ook graag van de minister een exacte stand van zaken gekregen naar aanleiding van het naar voren brengen van het voorontwerp op regeringsvlak.

Er zijn twee elementen waarover ik mij, evenals de mensen, bekommer.

Ten eerste, hoeveel zullen de meerkosten voor de verzekerden bedragen als een dergelijke verzekering inderdaad verplicht in de brandverzekering zou worden opgenomen ? Dat lijkt mij een cruciaal probleem.

Ten tweede, de brandverzekering is geen verplichte verzekering. Naar verluidt zou 2% van de bevolking trouwens op dit ogenblik geen brandverzekering hebben. Deze mensen leven waarschijnlijk in de meest precaire omstandigheden.

Ook daarover had ik graag enige verduidelijking van de minister gekregen.

Minister **Rudy Demotte** : Mijnheer de voorzitter, mevrouw Creyf, mevrouw De Meyer, ik heb het initiatief om een wetsontwerp in te dienen bij de Ministerraad aangekondigd en ik heb dus inderdaad op vrijdag 21 januari 2000 een voorstel ingediend. Dit is in overeenstemming met de opgelegde timing. De gebeurtenissen van december 1999 hebben in dat opzicht geen enkele invloed gehad. Het ontwerp werd door mijn collega's van de regering over het algemeen goed onthaald.

Het ontwerp voorziet in een uitbreiding van de brandpolis met een verzekering tegen sommige natuurrampen. Het organiseert een vorm van solidariteit tussen de verzekerden. Een tussenkomst van het rampenfonds blijft in de ergste gevallen mogelijk. Derhalve behoudt men eveneens een solidariteit tussen de burgers.

Een technische werkgroep moet de verschillende punten nog verder uitwerken. Het voorstel zal als een A-punt opnieuw aan de Ministerraad van donderdag 26 januari worden voorgesteld. Redelijkerwijze mag men aannemen dat het door de Ministerraad zal worden goedgekeurd. Vervolgens zal de nieuwe tekst aan de Raad van State worden toegezonden. Om snel te werken zal slechts een termijn van 1 maand worden gevraagd. De materie is belangrijk, maar zeer technisch. Een tweede lezing van de tekst door de Ministerraad is volgens mij wenselijk. Rekening houdend met deze procedure is de indiening van het voorstel in de Kamer in de loop van april te verwachten.

Mevrouw **Simonne Creyf** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord. Hopelijk zal de tekst niet op "1 april" in het parlement worden ingediend.

Wij moeten eerst inzage krijgen van het ontwerp alvorens de discussie ervan ten gronde aan te gaan. Op dit ogenblik wachten wij dus op de indiening van het ontwerp in het parlement.

Mevrouw **Magda De Meyer** (SP) : Mijnheer de voorzitter, mijn fractie verheugd zich erover dat de discussie over dit ontwerp in april kan worden aangevat. Op die manier zullen wij voorbereid zijn en zullen in de volgende winterperiode hopelijk niet dezelfde calamiteiten gebeuren.

Mijnheer de minister, kunt u enige indicatie geven over de extra kost die dit voor de verzekerden betekent ? Er leeft toch enige ongerustheid bij de mensen. De verzekeringsmaatschappijen hebben al laten aanvoelen dat het voor de brandverzekering extra kosten zal teweegbrengen.

Magda De Meyer

Mijnheer de minister, overweegt u de brandverzekering verplichtend te maken ?

Minister **Rudy Demotte** : Mevrouw De Meyer, het is moeilijk de meerkosten te voorspellen. Aan de hand van de indicaties waarover ik beschik, zou de meerkost voor de bevolking niet al te hoog zijn. Ik geef u een cijfer, dat ik echter nog niet gepubliceerd wens te zien. De extra kost zal ongeveer 150 frank per verzekerd miljoen bedragen.

De verzekering zou natuurlijk verplichtend zijn. Voor ons is het ook een kwestie van solidariteit.

Mevrouw **Simonne Creyf** (CVP) : Mijnheer de minister, u hebt het over een verplichte verzekering. Dat is voor ons een nieuw element.

Minister **Rudy Demotte** : Het zou een verplicht onderdeel van de brandpolis worden.

Mevrouw **Simonne Creyf** (CVP) : Het zou een verplicht onderdeel worden van de brandpolis, maar de brandpolis zelf zou niet worden verplicht.

Minister **Rudy Demotte** : Inderdaad.

Mevrouw **Magda De Meyer** (SP) : Mijnheer de minister, ik weet dat de brandpolissen breed verspreid zijn, maar toch beschikt een bepaald percentage van de bevolking nog steeds niet over een brandpolis. Ik vrees dat precies de meest preciaire groep niet over een brandverzekering beschikt. Ik zou niet graag hebben dat precies die groep uit de boot valt.

Minister **Rudy Demotte** : Het project hier helemaal uit de doeken doen zou ons te ver leiden. Toch hebben wij een systeem opgezet voor degenen die zulke verzekering niet kunnen nemen. Er is dus iets voor iedereen, zelfs voor de mensen die niet over geld beschikken.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Regeling van de werkzaamheden

Ordre des travaux

Aangezien mevrouw Frieda Brepoels wegens ziekte afwezig is, wordt haar mondelinge vraag nr. 770 naar een latere datum verschoven.

Samengevoegde mondelinge vragen van :

- de heer **Pierre Lano** aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek over "de openingsdagen en -uren van het Algemeen Rijksarchief te Brussel en de Provinciale Rijksarchieven" (nr. 814)

- mevrouw **Simonne Creyf** aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek over "het gebrek aan personeel bij de Rijksarchieven" (nr. 854)

- de heer **Roger Bouteca** aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek over "het subsidiëren van de Rijksarchieven in ons land" (nr. 858)

Questions orales jointes de :

- M. **Pierre Lano** au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sur "les jours et heures d'ouverture des Archives générales du Royaume à Bruxelles et sur les Archives provinciales du Royaume" (n° 814)

- Mme **Simonne Creyf** au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sur "le manque de personnel auprès des Archives générales du Royaume" (n° 854)

- M. **Roger Bouteca** au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sur "le subventionnement des Archives générales du Royaume" (n° 858)

De heer **Pierre Lano** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, mijn vraag sluit aan bij een vraag van mevrouw Brepoels, gesteld in plenaire vergadering en bij het antwoord van de minister hierop. Ik had mijn vraag op hetzelfde tijdstip ingediend, maar verkoos een minder snelle weg, niet omdat ik het minder dringend vond, maar vooral omdat ik de zaak ruimer wou stellen en mij niet wou beperken tot het Algemeen Rijksarchief te Brussel.

Zoals de minister weet en geantwoord heeft, is het Algemeen Rijksarchief niet meer toegankelijk voor het publiek op zaterdag, hoewel de voorheen bestaande openingsuren blijven gehandhaafd, dat wil zeggen van 08.30 uur tot 12.00 uur en van 13.00 uur tot 16.30 uur. Hetzelfde is gebeurd in diverse provinciale Rijksarchieven, maar niet helemaal op dezelfde wijze. Ik kom daar nog op terug, mijnheer de minister.

Zoals te lezen is op de website van het Algemeen Rijksarchief, zijn de doelgroepen ter benutting van de archieven zeer verscheiden en vergen zij een andere benadering. Het gaat om ambtenaren, navorsers, burgers op zoek naar bestuursdocumenten, geïnteresseerde leken, studenten, enzovoort.

Door de genomen maatregelen zijn de archieven de facto voor een gegeven aantal burgers niet meer toegankelijk. Op mijn vraag naar de reden van de genomen beslissing heeft de minister al geantwoord.

Kan die maatregel nog teruggedraaid worden ? Indien niet, kan tenminste niet overwogen worden om de Rijksarchieven tot 's avonds laat open te houden ? Moeten de openingsuren van de federale musea in het algemeen niet worden aangepast aan de vraag van de consu-

Pierre Lano

ment? Ware het niet wenselijk in dat verband een enquête te houden en moeten de voorwaarden voor de werving van ambtenaren niet aan deze nieuwe omstandigheden worden aangepast?

Mijnheer de minister, de regeling omtrent de sluiting van het Rijksarchief is begin 2000 van kracht geworden. Op de hoofdpagina van de website van het Algemeen Rijksarchief, "belspo.be", staat op bladzijde drie nog altijd dat het archief ook op zaterdag open is. Op de kalender in de website "arch.arch" is de aanpassing wel al gebeurd. De huidige openingsuren heb ik daarnet vermeld. In de provincies zijn de openingsuren op maandag anders dan die in Brussel, namelijk van 13.00 uur tot 16.30 uur, van dinsdag tot en met vrijdag zijn de openingsuren identiek aan die van Brussel.

Er is dus een verschil tussen de openingsuren in Brussel, enerzijds, en in de provincies, anderzijds. U hebt mevrouw Brepoels geantwoord dat de openingsuren ressorteren onder de bevoegdheid van de archivaris-generaal, de heer Persoons. Volgens artikel 6 van het koninklijk besluit van 10 april 1965 betreffende het statuut van de wetenschappelijke instellingen, staat het instellingshoofd voor wetenschappelijk en administratief bestuur onder het gezag van de bevoegde minister.

Zoals u weet zijn er zeven archiefdiensten in de Vlaamse provincies, zeven in de Waalse provincies en één in de Duitstalige Gemeenschap. Ik vermoed dat er een enquête werd gehouden en het zou ons verheugen mocht u ons daarvan de resultaten kunnen meedelen.

Ik heb mij ook de moeite getroost om de situatie na te gaan in mijn eigen streek, in Kortrijk. Welnu, de toestand is er schrijnend.

Er werkt nog slechts een statutair. Kan het bezoek op zaterdag wel worden teruggeschroefd? Er worden op zaterdag gemiddeld zeventien bezoekers geteld, waarvan er zes eventueel bereid zijn om op andere dagen te komen.

Ik wil mijn vraag uitbreiden en het hebben over alle tien federale wetenschappelijke instellingen. Quid indien het personeel van die instellingen ook gaat vragen om niet meer op zaterdag te werken? Waar gaan wij dan naartoe?

U had beloofd dat u de volgende weken een oplossing zou zoeken, maar ik wil reeds anticiperen op de vraag van anderen. Men heeft mij verzekerd, en u hebt dat bevestigd, dat de huidige situatie het gevolg is van een Brussels probleem. Het beschikbaar personeel is immers ééntalig en hierop kwam reactie. Ik ben er over verwonderd dat wetenschappers zo kleingeestig kunnen zijn.

Mevrouw **Simonne Creyf** (CVP): Het gaat om de toepassing van de taalwetten!

De heer **Pierre Lano** (VLD): Ja, maar over het algemeen zijn dat toch rustige mensen.

Mevrouw **Simonne Creyf** (CVP): Ja, rustig, dat kan wel zijn, maar daarom nog niet tweetalig!

De heer **Pierre Lano** (VLD): Waar gaat het over? Wanneer u moet kiezen tussen een ééntalige bediende die bereid is om op zaterdag te werken en een tweetalige die niet wil werken, dan verkies ik de ééntalige die op zaterdag wel wil werken!

Dat is mijn mening, mevrouw Creyf. U kunt misschien nog van mening veranderen, maar wij hebben hier toch met wetenschapsmensen te doen.

Ik verzoek u ook, mijnheer de minister, dieper in te gaan op het probleem van diefstal. Hebt u hierover statistieken ter beschikking?

Mevrouw **Simonne Creyf** (CVP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, de problematiek van de openingsdagen en -uren beperkt zich niet tot de zaterdag. De kern van het probleem is het gebrek aan personeel van de Rijksarchieven. De aangekondigde sluiting op zaterdag heeft ervoor gezorgd dat de personeelsproblematiek opnieuw brandend actueel is. Het huidig personeelsbestand is ontoereikend om de veiligheid van dearchieven te waarborgen. Bovendien is het niet zeker dat al de gebouwen brandveilig zijn. Tijdens de openingsuren kan men geen toezicht in al de zalen waarborgen. Het Algemeen Rijksarchief beschikt over drie leeszaal. In elke leeszaal moet men over minimum twee personeelsleden beschikken. Als het personeelsbestand niet wordt uitgebreid, komt de dienstverlening in het gedrang. Ik sluit me eveneens aan bij de bemerking van de heer Lano inzake de noodzakelijkheid van tweetaligheid van de dienstverlening, conform de taalwetgeving.

Mijnheer de minister, het koninklijk besluit van 9 juni 1999 legt de nieuwe personeelsformatie vast. De personeelsformatie, zeker die van het algemeen archief, beantwoordt niet aan de noden. Bovendien wens ik te beklemtonen dat de wetenschappelijke raad een andere personeelsformatie had voorgesteld. Meer nog, het huidige kader is niet volzet. Heel wat betrekkingen staan open. Ik geef u een aantal cijfers van het statutair personeel. Het in 1965 vastgestelde kader van het Algemeen Rijksarchief bestond uit 68 voltijdse equivalenten. In 1995 werd het kader afgeslankt tot 51 personeelsleden. Het kader van 1999 bestaat uit 59 personeelsleden. De opdrachten werden echter uitgebreid, maar het kader van 1999 is nu kleiner dan dat van 1965. Op 1 januari 2000 bestaat de reële personeelsformatie uit slechts 39 mensen.

Simonne Creyf

Wat de provinciale Rijksarchieven betreft, bestaat het personeelskader van 9 juni 1999 uit 89 voltijdse equivalenten. Op 1 januari 2000 zijn er slechts 55,5 voltijdse equivalenten bezet. Wat het technisch personeel voor de publieke dienstverlening betreft, bestaat het bij koninklijk besluit van 1999 vastgestelde kader uit 57. In de praktijk zijn slechts 21,8 equivalenten bezet.

Mijnheer de minister, ik herhaal dat de instellingen een andere personeelsformatie hadden voorgesteld. Bovendien is de huidige formatie niet volledig volzet. Waarom niet? Er zijn ook een aantal scheefgegroeide situaties. Een aantal mensen zijn gedetacheerd bij het Rijksarchief. Wat zal er met deze personeelsleden gebeuren? Kunnen zij terug naar hun oorspronkelijke diensten? Een ander probleem is de personeelsleden met bijzonder en tijdelijke opdrachten.

Hun aanwezigheid is nogmaals met drie jaar verlengd. Wat zal er met hen gebeuren? Normaal schrijft men een examen uit waarbij deze mensen hun opgebouwde kennis en ervaring kunnen valoriseren. Er is ook nog het RMT-personeel. Wat zal er voor hen gebeuren? Pas als deze problemen zijn opgelost, kan men beginnen met het aantrekken van nieuwe mensen en kan men de personeelsformatie opvullen zoals voorzien. Hoelang zal dit nog duren?

Ik wil de minister ook nog enkele concrete vragen stellen. Hoeveel lezers zijn er op zaterdag in de Rijksarchieven in vergelijking met de andere dagen? Is er een opmerkelijk verschil? Heeft men zicht op de lezers die vooral 's zaterdags komen? Zijn dat lezers die ook op weekdays komen of is het een ander publiek? Zijn het misschien mensen die in de week niet kunnen? Zijn de leesalen van gelijkaardige instellingen, zoals bijvoorbeeld de Koninklijke Bibliotheek of het Centrum voor de Tweede Wereldoorlog, wel open op zaterdag?

De **voorzitter**: Het Reglement bepaalt dat de vraagsteller over twee minuten beschikt voor het stellen van zijn vraag. Ik verzoek u daarmee rekening te houden. Ik weet dat het hier een belangrijke vraag betreft, maar ook andere sprekers wensen nog vragen terzake te stellen.

De heer **Roger Boutequa** (Vlaams Blok): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, in tegenstelling tot de vragen van de heer Lano en mevrouw Creyf wens ik u een vraagstuk voor te leggen en meer bepaald over die zaterdagen. Heel wat studenten, en dan spreek ik vooral over de studenten in Kortrijk, kunnen moeilijk op gewone dagen de Rijksarchieven bezoeken want de kantoren blijven slechts tot 16 uur, uiterlijk tot 16.30 uur open. Nu zouden zij op zaterdag ook niet meer kunnen komen terwijl er uit die kringen al heel wat klachten komen in verband met die openingstijden. Ik ben ervan

overtuigd dat het niet uit onwil van de rijksarchivaris of om andere sociale redenen is dat men die zaterdagen wil afschaffen. Ik vermoed dat het vooral met subsidiëring te maken heeft.

Klopt het dat de sluiting van de Rijksarchieven op zaterdag een gevolg is van een gebrek aan financiële middelen? Zo ja, zal de minister de middelen herschikken om een opening op zaterdag mogelijk te maken? Zal de minister in de begroting 2000 middelen voorzien om de opening op zaterdag te garanderen?

Minister **Rudy Demotte**: Mijnheer de voorzitter, collega's, ik zal eerst de vraag van mevrouw Creyf beantwoorden. U weet dat het koninklijk besluit van 9 juni 1999, waarnaar u verwijst, een uitbreiding van het kader van de Koninklijke Archieven met 42 personen verzekert. Zonder dit besluit zou het kader strikt tot het bestaande effectief van 31 december 1994 min 1% beperkt zijn gebleven in toepassing van de circulaire nr. 379 van het openbaar ambt. Het koninklijk besluit van 9 juni 1999 verzekert in essentie het op peil brengen van het kader van het archief in vergelijking met andere wetenschappelijke instellingen die eerder een herziening van hun kader hebben gekend.

Het loopt geenszins vooruit op een nieuwe uitbreiding van het kader in verhouding tot de actuele noden van de inrichting. Een vraag in die zin werd overigens bij het Openbaar Ambt reeds door mijn voorganger ingeleid. De 42 personen waarvan sprake beantwoorden aan wat door het Openbaar Ambt en Begroting aanvaard was, op basis van de criteria die bij de andere instellingen werden toegepast. Al de operaties die erop zijn gericht het koninklijk besluit van 9 juni 1999 toe te passen, zijn nu in uitvoering. Rekening houdend met de preciseringen die werden aangebracht, wil ik toch meedelen dat het mij vandaag gevaarlijk lijkt vooruit te lopen op negatieve effecten die een toename van het personeel op het niveau van de kwaliteit van de diensten en de veiligheid tot gevolg zouden kunnen hebben. Het nieuwe kader is in overeenstemming met het advies van de Vaste Commissie van Taaltoezicht. Het voorstel van de wetenschappelijke raad leidde tot een kaderuitbreiding die niet in aanmerking kon worden genomen op het niveau van de administratieve controle en de begrotingscontrole. Ik wens eraan te onderstrepen dat de huidige uitbreiding een unaniem gunstig advies kreeg van de federale interministeriële commissie voor wetenschapsbeleid. De procedures tot het opvullen van het nieuwe kader kennen hun statutair bepaald verloop. Verschillende procedures moeten worden gerespecteerd, onder meer de procedure voor de leidinggevende functies op grond van een advies van de wetenschappelijke raad, de procedure voor het wetenschappelijk personeel op grond van een aanwerving door de daartoe aangewezen beoordelingscommissie en de procedure voor het niet-

Rudy Demotte

wetenschappelijk personeel op basis van aanwerving door het VWS. Zoals voor de andere wetenschappelijke inrichtingen zal deze procedure aan het niet-statutair personeel alle mogelijkheden bieden om in het nieuwe kader te worden opgenomen, zonder afbreuk te doen aan de bepalingen of particuliere akkoorden die eerder door het openbaar ambt ten opzichte van zekere categorieën van niet-statutair personeel werden afgesloten.

Mijnheer Lano, ik vroeg mijn diensten een overzicht op te stellen van de bezoekcijfers van de verschillende diensten van het archief die voor het publiek openstaan. Het zal mij een genoegen zijn u op de hoogte te brengen van de resultaten van het onderzoek zodra ik die zelf ken. Tot nu toe heb ik nog geen cijfers. Inzake de Koninklijke Bibliotheek kan ik u mededelen dat de bibliotheek niet enkel op zaterdag, maar ook tijdens de weekdays voor het publiek tot 20 uur geopend is. Het studiecentrum Oorlog en Maatschappij is in wezen een centrum voor wetenschappelijk onderzoek. Buiten de gewone diensturen is het niet open voor het publiek.

Ik kom thans bij de vraag van de heer Lano. De grote federale musea zijn op zaterdag geopend en zij hebben de openingsdagen en -uren van hun Europese collega's gekopieerd.

De organisatie van de openingsuren voor het publiek van het archief valt onder de bevoegdheid van de Algemene Rijksarchivaris. De reden die de archivaris inroept, steunt op een gebrek van effectieven. De maatregelen die eenzijdig door de archivaris getroffen werden, kunnen nog gewijzigd worden.

Bij de vraag van mijnheer Bouteca kan ik alleen maar vaststellen dat er onvoldoende middelen worden ingezet, zelfs op het moment dat de rijksarchieven een uitbreiding van het statutair kader van die wetenschappelijke instelling met 52 personen hebben gekregen.

Op de begrotingscontrole van 2000 stelde ik een vraag tot uitbreiding van de budgettaire enveloppe van de wetenschappelijke instellingen om deze instellingen samen van nieuwe human resources te voorzien.

Ik zie niet in hoe het archief met een statutair kader van 140 personen op zaterdag niet meer toegankelijk kan zijn voor het publiek, terwijl het voordien wel mogelijk was met een statutair kader van 98 personen. Dat is voor mij een paradox.

De heer **Pierre Lano** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, het antwoord van de minister is bevredigend. Ik wil alleen onderstrepen dat de opening op zaterdag belangrijk is. Er zijn veel mensen die tegelijk werken én studeren en daarom de zaterdag goed kunnen gebruiken.

Ik weet niet of het statutair mogelijk is, maar moeten bepaalde werkvoorwaarden niet opgelegd worden bij de aanwerving ? Het is goed dat mensen aangeworven worden, maar het staat niet in het statuut. Als dat echter op voorhand in de aanwervingsvoorwaarden staat, geeft het toch wel garanties voor de toekomst.

Mevrouw **Simonne Creyf** (CVP) : Mijnheer de minister, ik deel de mening van de collega's dat deze dienstverlening op zaterdag moet kunnen. Het personeel is echter het probleem en daar moet dus iets aan gebeuren.

Het eerste voorstel is dat men het kader opvult. U zult in de procedure voorzien dat niet-statutairen kunnen deelnemen. Op deze manier kunnen scheefgetrokken situaties geregulariseerd worden. U bent blijkbaar geen voorstander van een verdere kaderuitbreiding tot nu toe. Misschien kunnen er in afwachting supplementaire middelen ingezet worden om contractuelen aan te nemen. Zo kan men de noodzakelijke dienstverlening garanderen.

De heer **Roger Bouteca** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, vroeger was de sluitingsdag in Kortrijk op maandag. Nu is dat verschoven naar zaterdag. Daar heeft men toch een sociale overweging in aanmerking genomen. Ik blijf erbij dat men deze dienst toch op zaterdag moet openhouden. Voor alle studenten en mensen die gepassioneerd zijn door zaken uit het archief, is het nu onmogelijk om het archief na hun uren te raadplegen. Daarom pleit ik ervoor om het archief op zaterdag open te houden.

Minister **Rudy Demotte** : Ik ga daarmee akkoord. Vooraleer een beslissing te nemen, wens ik het aantal bezoekers op zaterdag te kennen. Ik vermoed dat de opening op zaterdag inderdaad beantwoordt aan een reële nood. Zelfs als mocht blijken dat het aantal bezoekers op zaterdag niet denderend groot is, mag men niet uit het oog verliezen dat het een sterk geïnteresseerde groep is die wellicht alleen op zaterdag de archieven kan raadplegen. Ik zal al het mogelijke doen om de opening op zaterdag te kunnen blijven waarborgen.

Ik ga akkoord met het standpunt van de heer Lano dat een overleg terzake met het personeel noodzakelijk is. Ik ben overtuigd van de goede wil en de bereidheid van het personeel om de archieven op zaterdag geopend te houden.

Het personeelskader moet zo snel als mogelijk worden opgevuld. Ik wens dit punt prioritair te behandelen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Rudy Demotte

Question orale de Mme Muriel Gerkens au ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique sur "le recensement de la population" (n° 819)

Mondelinge vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek over "de volkstelling" (nr. 819)

Mme **Muriel Gerkens** (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, le dernier recensement de la population belge a eu lieu en 1991. Le recensement devrait se faire tous les dix ans, même si, dans le passé, il y a eu pas mal de problèmes pour maintenir cette régularité. Or, le recensement et les données qu'on en retire n'ont de sens que sur la durée, la régularité et le traitement des données qui peut en résulter.

Ma question a pour but de savoir s'il est prévu de procéder à un recensement de la population en 2001. Dans l'affirmative, je pense qu'il serait intéressant de cerner cette année déjà le type de renseignements que l'on veut obtenir et le traitement que l'on envisage. Par ailleurs, il serait alors important de le prévoir dans le prochain ajustement budgétaire.

J'ai entendu dire que l'on utiliserait peut-être des données venant d'autres banques de données. Dans ce cas, je me permets d'exprimer certaines craintes quant à l'utilisation pour le recensement de données qui ont été récoltées à d'autres fins sans que la population n'ait au départ été avertie de leur utilisation.

J'aimerais donc avoir votre avis sur la question.

M. Rudy Demotte, ministre : Monsieur le président, madame Gerkens, l'intérêt que vous portez aux données du recensement est équivalent au mien. En effet, je pense qu'il existe d'abord un problème de terminologie. En effet, ce terme, surtout dans sa version néerlandaise "volkstelling", fausse l'image réelle de l'utilité de cet instrument. Je préférerais utiliser une autre expression qui rejoint un concept différent, à savoir l'enquête socio-économique générale.

Ce principe a une importance considérable pour la société. Qu'il s'agisse des autorités publiques à tous les niveaux de pouvoir, du monde scientifique, des entreprises de toutes tailles ou des particuliers, les données issues de cette large consultation sont cruciales.

A titre d'exemple, je dirai que cette année, plus de 1 300 demandes d'informations sur le recensement de 1991 ont été faites par des particuliers, soit 6 par jour ouvrable. Cela démontre à quel point les données issues de cette enquête sont utiles. De plus, ces données sont inaccessibles ailleurs, dans des bases de données existantes.

Pour être concret, les informations sur le logement, sur le lieu de travail, la profession, le niveau d'instruction, la composition des ménages, la mobilité, la nuptialité sont strictement introuvables ailleurs dans ce qu'elles ont ici des aspects de données croisées, multiples, complexes.

Afin de répondre à ce réel besoin de société, mais aussi de s'inscrire dans la dynamique de la déclaration du gouvernement en ce qui concerne la politique des grandes villes ou encore de l'économie sociale, je vais faire inscrire à l'ordre du jour du Conseil des ministres de la semaine prochaine une note sur cette enquête générale socio-économique.

Afin de répondre plus concrètement encore à vos questions, je peux vous communiquer trois éléments.

Primo, le Conseil des ministres devrait apprécier, vendredi prochain, si cette enquête générale sera mise sur pied.

Secundo, si la décision est favorable - ce que j'espère -, la procédure sera mise en oeuvre dès cette année.

Tertio, j'ai effectivement demandé les crédits nécessaires à une enquête générale dans le cadre du contrôle budgétaire. Donc, si le principe est accepté, les moyens seront prévus.

Si ce projet n'est pas passé plus tôt au Conseil des ministres, c'est pour une raison bien précise. J'ai voulu trouver un système plus efficace que celui qui existait jusqu'à présent.

Rappelez-vous qu'un débat a été organisé sur l'opportunité de maintenir ou non ce recensement. Pour ma part, plutôt que demander s'il faut ou non le maintenir, j'ai préféré me demander s'il fallait, en fonction de quoi et comment, le faire.

Mon souhait est également de mettre sur pied des banques de données qui pourraient, à l'avenir, être implémentées de manière à offrir aux citoyens et aux décideurs, quelle que soit leur nature, une information continuellement actualisée et disponible.

En d'autres mots, cela permettrait d'éviter à l'avenir de devoir faire des enquêtes directes. On aurait des bases de données croisées. Mais, pour cette fois-ci, il est encore nécessaire d'avoir une enquête générale qui ne soit pas, à proprement parler, un recensement comme on le concevait, mais réellement une démarche scientifique qui permettra d'apporter à notre tableau de bord décisionnel quelques indications fort utiles.

J'espère ainsi avoir été complet.

Rudy Demotte

Mme **Muriel Gerken** (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le ministre, votre réponse correspond tout à fait à mes préoccupations. J'entends bien l'utilité du recensement dans le cadre d'une recherche socio-économique à partir des données que peut fournir la population.

J'aimerais ajouter que si on veut effectivement utiliser des données qui sont déjà répertoriées et pouvoir améliorer l'accessibilité aux données récoltées, il sera important d'informer la population de l'usage qui en sera fait. Il faut rester vigilant quant au respect de la vie privée.

M. **Rudy Demotte**, ministre : Il n'y a aucune crainte à avoir au sujet de la protection de la vie privée. On peut avoir des données croisées en cachant l'identification individuelle.

Mais je voudrais en arriver à un point qui me semble important. Si on met au point un plan sur le développement durable, il est impossible de l'implémenter sans

avoir un tableau de bord complet. C'est une des raisons pour lesquelles, en tant que ministre de la Politique scientifique et de l'Economie, je me bats pour disposer de cet instrument. C'est un indicateur du tableau de bord qui peut être fort utile. On pourrait s'en passer, mais difficilement.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

- *La réunion publique de commission est levée à 15.30 heures.*

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.30 uur.*